REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

ELECTIONS LÉGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

3e Circonscription de Seine-et-Marne

Paul BARENNES

Chevalier de la Légion d'Honneur
Député - Maire de Meaux
Conseiller Général du Canton de Meaux

CANDIDAT D'UNION DES RÉPUBLICAINS

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Daniel SIMON

Chevalier de la Légion d'Honneur
Maire de Saint-Cyr-sur-Morin — Conseiller Général du Canton de Rebais
Président du Conseil Général de Seine-et-Marne

Electrices, Electeurs,

Au seuil de la République nouvelle, je viens, investi par le Centre National des Indépendants et soutenu par la plupart des grands partis nationaux, solliciter vos suffrages comme candidat d'Union des Républicains.

Le souci des partis politiques qui me font confiance a été de réaliser dès maintenant l'Entente, l'Union qui, demain, sera nécessaire dans la nouvelle Assemblée. Elle ne devra pas être, comme l'ancienne, un assemblage hétéroclite d'une multitude de partis irresponsables, source de nos déchirements, de notre impuissance.

Le 23 Novembre, vous accomplirez un acte grave, votre choix sera décisif pour l'avenir de notre Pays et des institutions que 80 % des Français ont approuvées.

Les Indépendants ne sont pas de ceux que le résultat du Referendum amènent à une conversion tardive ; attachés aux principes républicains et aux libertés démocratiques, ils ont toujours pensé et dit que la IVe République était la caricature d'un vrai régime républicain.

Sans craindre de soulever contre eux les critiques et les colères, ils n'ont cessé de vouloir une République moderne, respectée, efficace, à la mesure des besoins de notre époque et des aspirations de la France.

Dans la République, profondément rénovée qu'ils ont voulue, ils poursuivront le triple objectif que je vous propose :

— Assurer la Liberté des citoyens du Pays contre l'étatisme bureaucratique et contre le communisme.



— Rendre l'Etat capable de remplir sa vraie fonction et de conduire notre Pays en pleine évolution vers ses destins de Grande Puissance.

— Ouvrir à la Nation les perspectives d'expansion économique et de progrès social dans la stabilité financière.

Nous avons lutté, luttons et lutterons contre l'inflation génératrice de déséquilibre économique et de misère sociale.

Un pays en pleine transformation et en plein rajeunissement exige sans doute d'innombrables dépenses.

Mais ces dépenses deviendraient mortelles si elles entraînaient l'inflation qui frapperait les foyers les plus modestes et les entreprises les plus courageuses.

Une Nation ne doit pas consommer plus qu'elle ne produit, un Etat ne doit pas dépenser plus qu'il ne reçoit. C'est une règle impérieuse.

L'inflation est le pire des impôts car il frappe aveuglément toutes les classes de la Nation, les producteurs, les salariés, et d'abord les faibles, les vieillards, les retraités.

— Remettre en ordre les finances publiques ;
— Empêcher que l'on recoure aux expédients de trésorerie;
— Rétablir l'équilibre du marché intérieur et du marché extérieur ;
— Encourager et garantir l'épargne ;
— Restaurer et maintenir le pouvoir d'achat détérioré en 1956 et 1957, au grand préjudice des budgets familiaux ;
— Sans cesse raffermir la position du Franc ;

— S'attaquer fermement à la grande réforme fiscale en supprimant tout esprit de contrainte et en assurant l'égalité fiscale dans un climat de confiance.

Tels sont les grands impératifs financiers et économiques des Indépendants qui misent sur une politique d'expansion.

La libre entreprise — parce qu'elle met à la disposition de tous les ressources de l'épargne — apparaît comme le principal facteur de cette expansion. Commerçants, Artisans, Membres des professions libérales, Entrepreneurs familiaux et Exploitants agricoles, qui constituent les classes moyennes et sont l'élément moteur de la production, forment la vraie richesse de la France vivante :

Ils doivent être protégés, encouragés et défendus.

L'essor économique est de l'intérêt de tous : ouvriers, cadres patrons. Une économie qui se développe est la condition fondamentale du progrès social qui doit se réaliser :

— par les conventions collectives librement discutées ;

— par l'arbitrage obligatoire qui évite le recours à la grève;

— par l'amélioration des conditions de travail ;

— par une politique de plein emploi et l'assurance contre le chômage ;

— par la défense des lois en faveur des Anciens Combattants ;

— par la protection des catégories sociales les plus défavorisées : les vieillards, les malades, les rentiers-viagers, les économiquement faibles.

Nous maintiendrons les droits de l'individu en défendant la dignité de la famille. Les prestations familiales doivent s'aligner sur les charges réelles de la famille qui s'agrandit.

La politique du logement doit garantir le foyer de la vie familiale et assurer l'avenir des jeunes ménages.

La politique de l'Enseignement doit tendre vers une formation intellectuelle et technique qui permette à l'enfant de développer ses capacités et à la jeunesse d'assurer sa place et de prendre ses responsabilités dans la société de demain.

L'AGRICULTURE est la meilleure chance de la France : sa position sera prépondérante demain dans le Marché Commun. Mais pour qu'elle y occupe la place que nous attendons d'elle, il faut :

— moderniser les exploitations par des mesures économiques, techniques et sociales ;

— rétablir la parité des prix entre l'agriculture et l'industrie ;

— y apporter tous les progrès techniques, pour assurer des rendements élevés et des prix de revient compétitifs ;

— éviter l'exode des campagnes en assurant l'aménagement des villages menacés par la ruine, en développant l'habitat rural et en regroupant au sein de la commune les forces vives paysannes qui se dispersent.

Nous voulons que l'ALGERIE reste Française. Il le faut pour l'ALGERIE elle-même, pour la FRANCE, pour l'Europe et l'Occident, pour la Paix du Monde. Depuis 1954, les Indépendants ont subordonné toute leur politique au maintien de l'Algérie française. Au cours de la grande crise d'Avril-Mai, ils n'ont agi que pour sauver l'Algérie. Au plus fort de l'impasse et du désarroi des autorités de la IVe République, ils tinrent ferme leur position. Les voies sont maintenant ouvertes à la légalité républicaine pour poursuivre méthodiquement, sans défaitisme et sans abandon, les objectifs français qui commandent :

— de faire cesser la rébellion qui menace les populations et la vie de nos jeunes soldats ;

— de faire prévaloir la nécessaire union des diverses populations d'Algérie ;

— et de barrer la route au communisme international dans toutes ses tentatives de colonisation.

Partisan convaincu du scrutin d'Arrondissement, je regrette que le découpage du Département ait fait disparaître la circonscription de COULOMMIERS par son rattachement à celle de MEAUX, mais je me sens cependant honoré de pouvoir revendiquer aujourd'hui d'être le représentant de cette magnifique région et de cette population laborieuse dont l'activité grandissante dans tous les domaines : agricole, commercial, industriel, est garante de l'expansion économique qu'elle mérite et à laquelle j'apporterai mon concours sans réserve.

MEAUX et COULOMMIERS ne font plus qu'une grande famille aux intérêts communs, liés dans un même devenir : celui de notre terre de BRIE.

Le choix de mon remplaçant fait en faveur de mon ami Daniel SIMON, *Conseiller Général de REBAIS, Président du Conseil Général de Seine-et-Marne, m'a été dicté par le souci d'être parfaitement éclairé sur les besoins de cette région Ses grandes qualités, ses connaissances approfondies de tous les problèmes seront pour moi un guide précieux et, ensemble, avec toute notre volonté et toute notre énergie, nous en assurerons la prospérité.*

Vive Meaux-Coulommiers !

Vive la République !

Vive la France !

Paul BARENNES

Député, Maire de Meaux

Conseiller Général du Canton de Meaux

Vu : *Le Candidat.*

 Imprimerie ROUSSEAUX - Meaux